

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV6

Colomiers, le 03 juin 2022

4 avenue Didier Daurat – CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader

35 avenue Jean Monnet
31770 COLOMIERS

Références : 2022/432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader implanté 35 avenue Jean Monnet 31770 COLOMIERS. L'inspection a été annoncée le 13/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel 2022 de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader
- 35 avenue Jean Monnet 31770 COLOMIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006802344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Airbus Opérations SAS est un fabricant d'avions. Sur le site de Clément Ader à Colomiers, ont lieu des opérations d'assemblage final et de peinture d'avions et de pièces d'avions. Le site comporte également des installations de combustion pour le chauffage des bâtiments et des salles de peinture, il fait une centaine d'hectares.

Le site de Clément Ader est soumis à autorisation pour les hangars de peinture avion (application de peinture), les chaudières à gaz et à biomasse nécessaires pour chauffer les hangars de peinture avions et les autres bâtiments (installations de combustion) et les stockages de liquides

inflammables. Le bâtiment C30, situé au milieu du site de Clément Ader, est un stockage de kérosène soumis à autorisation, exploité par la société Total. Tous les déchets des différents sites Airbus sont regroupés sur le site de Clément Ader. Tous les effluents aqueux des différents sites Airbus sont traités sur le site de Clément Ader.

L'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 réglemente l'activité du site Clément Ader de la société AIRBUS OPÉRATIONS SAS.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traitement des eaux ;
- sortie du statut de déchet bois ;
- sortie du statut de déchet papiers cartons.

Le référentiel d'inspection est :

- code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel (AM) du 02/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- AM du 29/07/2014 modifié fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les broyats d'emballages en bois pour un usage comme combustibles de type biomasse dans une installation de combustion ;
- Arrêté Ministériel du 13/12/2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les papiers cartons récupérés et triés ;
- Arrêté préfectoral (AP) du 8 janvier 2014 modifié d'autorisation d'exploiter.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La sortie du statut de déchet pour le bois est en place depuis 2 ans.

La sortie du statut de déchet pour les papiers et cartons est en cours de mise en oeuvre. Dès l'établissement du contrat avec une papeterie, elle pourra être effective sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Système de gestion de la qualité	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
Définition emballage et emballage bois	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 2	/	Sans objet
Critères pour SSD Bois	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.a)	/	Sans objet
Critères pour SSD Bois (2)	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.b)	/	Sans objet
Critères pour SSD Bois (3)	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.c)	/	Sans objet
Non-conformité aux critères	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 7	/	Sans objet
Critères pour SSD Papier Carton	Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.a)	/	Sans objet
Traitement	Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.b)	/	Sans objet
Qualité des papiers cartons récupérés et triés	Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.c)	/	Sans objet
Identification des lots	Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 4	/	Sans objet
Système de gestion de la qualité	Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 5	/	Sans objet
Autocontrôle	Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 6	/	Sans objet
Contrat de cession	Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.d)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 20 faits sans suites ;
- 1 fait susceptible de suite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a transmis le plan du réseau eaux pluviales du site Clément Ader. La mise à jour de ce plan date du 06/02/2019. Il manquait notamment les points de prélèvement internes ENV.PLU.C15.001, ENV.PLU.C3.001 6et ENV.PLU.C14.001. Le point C24.006 y est mal positionné. La zone marquée en travaux n'est plus d'actualité. Ainsi, le plan du réseau des eaux usées transmis avant l'inspection était à mettre à jour. Par courriel du 17/05/2022, l'exploitant a transmis un plan actualisé du réseau eaux pluviales, daté du 13/05/2022. Les séparateurs hydrocarbures, les obturateurs, les regards et les points de prélèvement internes y sont notamment représentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement en sortie de station de traitement (référéncé ENV.PLU.C15.001) a été vu lors de l'inspection. Il est aisément accessible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Les rejets se font par surverse, après traitement de la station. Le débit est actuellement limité à 24m3/h. Ce débit est respecté (cf. déclarations GIDAF). Dans le cadre d'une refonte globale de l'arrêté préfectoral encadrant l'activité du site, l'exploitant souhaite augmenter le débit journalier autorisé. Il précise que l'évacuateur est techniquement limité à 1,2 m3/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Les rejets aqueux font l'objet d'une surveillance par l'exploitant. Les paramètres contrôlés et la fréquence de contrôle sont conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral. Les résultats enregistrés sur GIDAF au titre de l'année 2021 ont notamment été vérifiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Les résultats enregistrés sur GIDAF au titre de l'année 2021 ont notamment été vérifiés. Seuls quelques dépassements concernant la température ont été relevés en 2021 (au point de rejet interne en sortie de station de traitement) mais les mesures en sortie de site sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les résultats des mesures sont enregistrées dans GIDAF et sont accompagnées le cas échéant de commentaires, en cas de dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont régulièrement transmis via GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les accréditations des intervenants extérieurs, en cours de validité, ont été présentées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : La périodicité du contrôle de recalage est respectée. Les contrôles réalisés en 2021 ont été vérifiés. L'examen des résultats des campagnes d'autosurveillance et des mesures de recalage a montré un écart sur les mesures de température des effluents en sortie de station de traitement : les mesures d'autosurveillance ont montré des dépassements du seuil de 30°C quand les mesures de recalage étaient conformes. Aussi, par courriel du 17/05/2022, l'exploitant a informé l'inspection qu'il travaille sur le suivi de la température de rejet des effluents de station, notamment sur la mise en place d'une sonde permanente (vs "manuelle" à ce jour), qui fera l'objet d'une métrologie spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Définition emballage et emballage bois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet bois (SSD bois)
Prescription contrôlée : Pour l'application des dispositions du présent arrêté, on entend par : Emballage : tout produit constitué de matériaux de toute nature, destiné à contenir et à protéger des marchandises données, allant des matières premières aux produits finis, à permettre leur manutention et leur acheminement du producteur au consommateur ou à l'utilisateur, et à assurer leur présentation. Emballage en bois : tout emballage constitué d'éléments en bois assemblés y compris les éléments ou produits auxiliaires d'assemblage, ainsi que les éventuels éléments de calage en bois. Les bois d'emballages peuvent notamment être des palettes simples, des palettes-caisses et autres plateaux de chargement en bois, des caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages de même nature en bois, ou des tourets en bois. [...]
Constats : Les bois utilisés dans le cadre de la sortie du statut déchet (SSD) "bois" répondent bien à la définition. Il s'agit de bois d'emballages (type palettes, caisses palettes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Critères pour SSD Bois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet bois (SSD bois)
Prescription contrôlée : Les broyats d'emballage en bois cessent d'être des déchets lorsque la totalité des critères suivants sont satisfaits : a) Les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation satisfont aux critères établis dans la section 1 de l'annexe I ; Section 1 de l'annexe I : 1.1. Les déchets acceptés en tant qu'intrants ne sont pas dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. 1.2. Les seuls déchets acceptés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation sont issus d'emballages en bois au sens de la définition de l'article 2 du présent arrêté et sont couverts par un des codes : 15 01 03 « Emballages en bois » ; 20 01 38 « Déchets de bois issus des fractions de déchets municipaux collectées séparément » ; 19 12 07 « Déchets de bois provenant du traitement mécanique des déchets », issus de la transformation mécanique de déchets provenant des deux codes précédents. 1.3. Les déchets utilisés en tant qu'intrants ne sont pas susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement. 1.4. Obligations en matière d'autocontrôle pour le respect des critères de la section 1. Le personnel compétent de l'installation effectue une inspection visuelle des intrants, comprenant une vigilance concernant d'éventuelles odeurs suspectes. Le personnel reçoit une formation à la détection des composantes ou caractéristiques matérielles qui permettent de détecter les emballages en bois qui seraient susceptibles de contenir des métaux lourds ou des composés organiques halogénés. La procédure de détection et de gestion de ces emballages en bois est consignée dans le cadre du système de gestion de la qualité. Lorsqu'une inspection visuelle éveille des suspicions concernant la présence de métaux lourds ou de composés organiques halogénés, le personnel compétent refuse l'emballage en bois dans le processus de sortie de statut de déchet et l'oriente dans les filières adaptées et dûment autorisées à les recevoir. Constats : Les emballages intrants sont tous classés 15 01 03. Le personnel en charge de la réception des emballages bois est sensibilisé et formé (printemps 2021). Le kit de formation a été rapidement présenté pendant l'inspection. Le mode opératoire avec le logigramme relatif au contrôle des admissions du bois (intrant) a été également présenté. Les emballages en bois susceptibles de contenir des métaux lourds ou des composés organiques halogénés ne sont pas acceptés dans le processus de sortie de statut de déchet. Concrètement, il est procédé à une inspection visuelle et le personnel a une vigilance olfactive. Le lot de bois broyé présent sur le site a été contrôlé. Aucun bois peint ou teint n'a été vu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Critères pour SSD Bois (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet bois (SSD bois)
Prescription contrôlée : Article 3 b) de l'AM du 29 juillet 2014 : b) Les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation ont été traités conformément aux critères établis dans la section 2 de l'annexe I ; Section 2 de l'annexe I : 2.1. Tous les traitements tels que le broyage, le concassage, l'affinage, la granulation, le tri, la séparation, nécessaires à la préparation des broyats pour leur utilisation directe et finale en tant que combustible de type biomasse, sont réalisés. 2.2. Le déchargement des intrants a lieu sur une aire de réception distincte de l'aire de stockage avant broyage. 2.3. Le tri est réalisé par reconnaissance visuelle des emballages en bois conformes aux critères de la section 1, avec extraction manuelle ou à la pelle mécanique. 2.4. Une zone de réception des intrants constatés non conformes ou des refus de tri est prévue. 2.5. Les sortants sont identifiés et stockés sur une aire spécifique, distincte des éventuelles aires de stockage des autres catégories de matériaux du site. Les lots de broyats contenant du broyat non conforme à la section 3 sont identifiés et orientés dans les filières adaptées et dûment autorisées à les recevoir.
Constats : Un broyage du bois trié est réalisé toutes les 4 semaines environ. Les aires suivantes sont présentes : aire de réception ; aire de stockage du bois de classe B ; aire avant broyage ; aire des bois broyés. Le tri du bois intrant est réalisé manuellement, avec le chariot élévateur ou avec la pelle mécanique. 2 bennes de refus de tri sont placées à proximité immédiate de l'aire de réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Critères pour SSD Bois (3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.c)

Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet bois (SSD bois)

Prescription contrôlée :

Les déchets issus de l'opération de valorisation satisfont aux critères établis dans la section 3 de l'annexe I ;

Section 3 de l'annexe I :

3.1. Les broyats d'emballages en bois respectent des caractéristiques techniques qui leur assurent un débouché futur. Ils sont classés selon une spécification du client, une spécification du secteur industriel, ou une norme concernant leur utilisation directe en tant que combustible.

3.2. Les broyats d'emballages en bois ne comportent pas de corps étrangers de taille visible à l'œil humain. Les corps étrangers sont notamment :

- métaux ferreux et non ferreux ;
- pierres, terre, verre ;
- huiles, émulsions huileuses, lubrifiants et graisses ;
- plastiques.

3.3. Les broyats d'emballages en bois ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :

[TABLEAU]

Hg 0.2 mg/kg MS

As 4

Cd 5

Cr 30

Cu 30

Pb 50

Zn 200

Cl 900

PCP 3

PCB 2

N 1.5%

Le prélèvement et l'analyse sont effectués selon les normes suivantes :

- pour l'échantillonnage : NF EN 14778 ;
- pour le plan d'échantillonnage : NF EN 14779 ;
- pour la préparation des échantillons : NF EN 14780 ;
- pour la détermination de la teneur totale en chlore : NF EN 15289 ;
- pour le dosage des éléments As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb et Zn : NF EN 15297 ;
- pour le dosage des PCP : NF B51-297 ;
- pour le dosage des PCB : NF EN 15308.
- pour le dosage de l'azote : NF EN 15104.

3.4. Obligations en matière d'autocontrôle pour le respect des critères de la section 3.

Le personnel compétent effectue une inspection visuelle des broyats d'emballages en bois après broyage.

Le personnel reçoit une formation à la détection des composantes ou caractéristiques matérielles qui permettent de détecter les broyats d'emballages en bois qui seraient susceptibles de ne pas être conformes aux points 3.2 et 3.3. La procédure de détection et de gestion de ces broyats d'emballages en bois est consignée dans le cadre du système de gestion de la qualité.

Lorsqu'une inspection visuelle éveille des suspicions concernant les broyats d'emballages en bois, le personnel compétent prend les mesures complémentaires de contrôle appropriées (échantillonnage et analyse le cas échéant).

Des analyses sont réalisées sur l'ensemble des paramètres du critère 3.3 sur un lot sortant issu exclusivement du traitement de déchets mentionnés à la section 1. Ces analyses sont réalisées sur un échantillon prélevé suivant un plan d'échantillonnage approprié et consigné dans le manuel de gestion de la qualité. Ces analyses sont réalisées au moins deux fois par an pour les installations de capacité inférieure à 50 tonnes journalières et quatre fois par an pour les installations de capacité supérieure à 50 tonnes journalières. Les analyses demandées doivent être réalisées par une tierce

partie externe indépendante.

Les résultats d'analyses réalisées sur un lot sortant doivent avoir prouvé la conformité aux seuils du critère 3.3 avant que des lots sortants de l'installation puissent cesser d'être des déchets.

Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot sortant ne respectent pas les seuils du critère 3.3, les broyats du lot concerné restent des déchets et les broyats des lots sortants postérieurs à l'obtention des résultats d'analyse seront réputés ne pas satisfaire les critères de sortie de statut de déchet tant qu'une nouvelle analyse présentant des résultats conformes aux seuils du critère 3.3 n'est pas produite.

Après qu'une nouvelle analyse présentant des résultats conformes au critère 3.3 est produite :

- une installation de capacité inférieure à 50 tonnes journalières réalise une analyse sur l'ensemble des paramètres du critère 3.3 dans les trois mois qui suivent la première analyse conforme ;
- une installation de capacité supérieure à 50 tonnes journalière réalise une analyse sur l'ensemble des paramètres du critère 3.3 dans le mois qui suit la première analyse conforme.

Constats : 2 analyses par an sont réalisées, sur la période d'utilisation au niveau de la chaudière biomasse C14 du site, soit en novembre et en mars/avril.

La dernière analyse a été réalisée le 16/03/2022 et les résultats ont été reçus le 13/04/2022. sans attendre le délai de réception des analyses, le lot analysé a été envoyé à la chaudière biomasse. L'exploitant explique que c'est à cause du manque de place et aussi parce que les analyses précédentes avaient été conformes.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis le mode opératoire modifié (daté du 12/05/2022), la modification portant sur la consignation du lot sur lequel des analyses sont en cours. Ainsi, il est précisé que le lot de 30 ou 90 m3 est isolé en bennes de 30 m3 dans l'attente des résultats. Si le lot est conforme, il sera expédié en chaufferie. Si le lot est non conforme, il sera expédié en bois B.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de gestion de la qualité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet bois (SSD bois)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre un système de gestion de la qualité tel que défini dans l'annexe III du présent arrêté. Il met en place les obligations d'auto-contrôle mentionnées à l'annexe I.</p> <p>ANNEXE III - SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ</p> <p>Pour être conforme à l'article D. 541-12-13, l'exploitant rédige et tient à jour un manuel qualité qui comprend au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">a) L'expression de la politique qualité et des objectifs de qualité et la justification de sa capacité à assurer la conformité de la procédure de sortie de statut de déchet mise en œuvre ;b) L'engagement de la direction sur le respect de la politique qualité et des objectifs de qualité ;c) Les procédures de contrôle d'admission des déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation ;d) Les procédures de contrôle des procédés et techniques de traitement ;e) Les procédures de contrôle de la qualité des déchets issus de l'opération de valorisation ;f) Les procédures de retour d'information des clients en ce qui concerne la qualité des biens ayant cessé d'être des déchets ;g) L'enregistrement des résultats des contrôles réalisés au titre des points c à e ;h) La formation du personnel. <p>L'exploitant de l'installation établit chaque année un bilan annuel qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La revue de direction ;b) Un audit interne portant a minima sur les champs spécifiés dans la fiche de modèle de contrôle ;c) La description des actions préventives mises en place et leur évaluation ;d) La description des actions correctives mises en place et leur évaluation. <p>Lorsqu'un des traitements de l'opération de valorisation permettant à un déchet considéré de cesser d'être un déchet est effectué par un exploitant tiers, l'exploitant veille à ce que le fournisseur applique un système de gestion de la qualité qui soit conforme aux exigences requises par la présente annexe.</p> <p>Les éléments constitutifs du système de gestion de la qualité sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant engage un processus de certification d'un système de gestion de la qualité vérifié par un organisme d'évaluation de la conformité qui est par ailleurs accrédité pour la certification de systèmes de management de la qualité dans le domaine d'activité correspondant à la sortie du statut de déchet.</p>
Constats : L'exploitant est certifié ISO14001. Selon l'exploitant, cette certification encadre le système qualité de la SSD Bois.
L'exploitant doit toutefois justifier que l'organisme d'évaluation de la conformité ayant vérifié son système de gestion de la qualité est bien accrédité pour la certification de systèmes de management de la qualité dans le domaine d'activité correspondant à la sortie du statut de déchet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Non-conformité aux critères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet bois (SSD bois)
Prescription contrôlée : Si une non-conformité aux critères de l'article 3 du présent arrêté est constatée sur un lot sortant présumé sorti du statut de déchets, ou si l'exploitant ne peut pas fournir la preuve du respect de l'article 3, le lot sortant concerné est considéré comme constitué de déchets qui sont réputés avoir toujours été des déchets. Les lots sortants postérieurs à la constatation de cette non-conformité sont réputés ne pas satisfaire aux critères de sortie de statut de déchet tant que la preuve de la conformité n'a pas été apportée.
Constats : L'exploitant n'a pas été confronté à ce cas de figure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Critères pour SSD Papier Carton

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.a)													
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet papier/carton (SSD papier)													
Prescription contrôlée : Les papiers cartons récupérés et triés cessent d'être des déchets lorsque la totalité des critères suivants sont satisfaits : a) Les déchets entrant dans l'opération de tri satisfont aux critères établis dans la section 1 de l'annexe I ; SECTION 1 ANNEXE I : 1.1. Les seuls déchets acceptés dans le processus de tri en vue de la sortie du statut de déchet correspondent aux codes suivants, selon la liste unique des déchets visée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement : <table><tr><td>03 03 07</td><td>Refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton</td></tr><tr><td>03 03 08</td><td>Déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage</td></tr><tr><td>03 03 99</td><td>Déchets non spécifiés par ailleurs</td></tr><tr><td>15 01 01</td><td>Emballages en papier / carton (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)</td></tr><tr><td>19 12 01</td><td>Papier et carton</td></tr><tr><td>20 01 01</td><td>Papier et carton</td></tr></table> 1.2. Les déchets entrants dans l'installation ne contiennent en principe pas de matériaux représentant un danger pour la santé, la sécurité et l'environnement.		03 03 07	Refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton	03 03 08	Déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage	03 03 99	Déchets non spécifiés par ailleurs	15 01 01	Emballages en papier / carton (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)	19 12 01	Papier et carton	20 01 01	Papier et carton
03 03 07	Refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton												
03 03 08	Déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage												
03 03 99	Déchets non spécifiés par ailleurs												
15 01 01	Emballages en papier / carton (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)												
19 12 01	Papier et carton												
20 01 01	Papier et carton												
Constats : Les emballages intrants sont tous classés 20 01 01. Le personnel en charge de la réception des papiers / cartons est sensibilisé et formé. La mise en œuvre de la sortie du statut de déchets papiers/cartons n'est pas effective au jour de l'inspection.													
Observations : Le mode opératoire avec le logigramme relatif au contrôle des admissions du papier/carton (intransit) a été présenté. Il est en cours de finalisation.													
Type de suites proposées : Sans suite													
Proposition de suites : Sans objet													

Nom du point de contrôle : Traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet papier/carton (SSD papier)
Prescription contrôlée : b) Les déchets entrant dans l'opération de tri sont traités conformément aux critères établis dans la section 2 de l'annexe I ; SECTION 2 ANNEXE I : 2.1. Les déchets admis dans l'opération sont triés par un processus de tri à sec. Les papiers cartons récupérés et triés sont débarrassés des composants non papiers et des matériaux non désirés, afin de répondre aux critères de qualité définis à la section 3. Les processus de tri peuvent être des tris mécaniques, optiques, ou manuels. 2.2. Les papiers cartons récupérés et triés sont conditionnés en balle ou en vrac, selon les spécifications client. Les lots de papiers cartons récupérés et triés sont identifiés et entreposés distinctement des éventuels autres objets gérés sur le site de l'installation de tri. Constats : Le document relatif au mode opératoire pour le tri dans le cadre de la SSD papier/cartons a été présenté lors de l'inspection. Il présente les différentes étapes de tri du papier et des cartons. Le tri est réalisé principalement à la main, ou bien avec un engin manuscopique pour les gros éléments comme certains cartons d'emballage. Les installations dédiées au tri ont été vues lors de l'inspection. Elles n'étaient pas en fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Qualité des papiers cartons récupérés et triés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet papier/carton (SSD papier)
Prescription contrôlée : c) Les papiers cartons récupérés et triés issus de l'opération de tri satisfont aux critères établis dans la section 3 de l'annexe I ; SECTION 3 ANNEXE I : L'humidité des papiers cartons récupérés et triés est limitée à 25 % en masse. Les papiers cartons récupérés et triés sont conformes à une sorte définie par l'annexe II. Les papiers cartons conformes à la norme NF EN 643 sont réputés satisfaire cette condition. Les papiers cartons récupérés et triés ne contiennent pas de matériaux représentant un danger pour la santé, la sécurité et l'environnement, notamment de déchets médicaux, de produits d'hygiène personnelle contaminés, de déchets dangereux, de déchets organiques, de goudron, de poudres toxiques. Les papiers cartons ne contiennent pas plus de 0,01 % en masse de produits alimentaires.
Constats : Les papiers triés sont stockés dans le hangar, sous abri. Les cartons sont stockés en extérieur, par balles. Leurs enlèvements sont réalisés par lots, régulièrement. Selon l'exploitant, ces conditions de stockage permettent un taux d'humidité de 5-10% maximum, sauf conditions météorologiques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrat de cession

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 2.d)
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet papier/carton (SSD papier)
Prescription contrôlée : d) L'exploitant, ou son repreneur, a conclu un contrat de cession avec une installation de fabrication de pâte à papier, de papier ou de cartons, et les papiers cartons récupérés et triés sont effectivement expédiés vers cette installation de fabrication, afin qu'ils soient consommés comme matière première et recyclés ;
Constats : Le contrat de cession avec une installation de fabrication de pâte à papier, de papier ou de cartons est en cours de finalisation. La sortie du statut de déchets n'est pas encore effective.
Observation : L'exploitant informera l'inspection de la signature dudit contrat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des lots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet papier/carton (SSD papier)
Prescription contrôlée : Chaque lot de papiers cartons récupérés et triés est identifié par un numéro unique d'identification et la référence de l'installation où le tri en vue de la sortie du statut de déchet a été réalisée, afin d'assurer leur traçabilité et de pouvoir justifier du statut de ces papiers cartons récupérés lors du contrôle des autorités compétentes. Le système de numérotation est consigné dans le manuel de qualité mentionné dans l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 susvisé.
Constats : Le numéro d'identification des lots de papiers cartons récupérés et triés est indiqué sur l'attestation de conformité aux critères qui va suivre chaque lot. Le système de numérotation est consigné dans le mode opératoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de gestion de la qualité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet papier/carton (SSD papier)
Prescription contrôlée : En application de l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement, l'exploitant de l'installation de tri en vue de la sortie du statut de déchet applique un système de gestion de la qualité conforme à l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 susvisé. Le manuel de qualité mentionné dans l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 susvisé comprend notamment la définition de la formation du personnel compétent mentionnée dans l'article 1er et les procédures permettant de vérifier le respect des obligations d'autocontrôle mentionnées dans l'article 6.
Constats : L'exploitant est certifié ISO14001. Cette certification encadre le système qualité de la SSD papier/cartons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autocontrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie statut déchet papier/carton (SSD papier)
Prescription contrôlée : L'exploitant de l'installation de tri des papiers cartons récupérés et triés met en place les obligations d'autocontrôle décrites dans la section 4 de l'annexe I. Le personnel compétent effectue une vérification administrative et une inspection visuelle des papiers cartons sortant du tri. S'il existe un doute sur la nature ou la composition des papiers cartons récupérés et triés sortants que des analyses complémentaires ne permettent pas d'écarter, le lot est déclassé et ne peut faire l'objet d'une attestation de conformité mentionnée à l'article D. 541-12-13 du code de l'environnement. SECTION 4 ANNEXE I : La quantité de composants non papiers et de matériaux non désirés est déterminée par gravimétrie, après tri manuel d'un échantillon représentatif du centre du lot, prélevé sur le stock en vrac, sur la ligne de tri ou en ouvrant une balle de papiers cartons. La masse de cet échantillon ne peut être inférieure à 40 kg. Cet autocontrôle est mis en place à une fréquence convenue avec le client et indiquée dans le manuel de qualité mentionné dans l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 susvisé. Cet autocontrôle est réalisé au minimum à une fréquence mensuelle. Le personnel compétent effectue une vérification administrative (existence du contrat, respect de la dénomination du lot) et une inspection visuelle de l'ensemble des papiers cartons sortant du tri.
Constats : La SSD papier/cartons n'étant pas effective le jour de l'inspection, ce point n'a pas pu être vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet